



# CUNFERENZA STAMPA

Luni l'11 di marzu di u 2019

FEMU A CORSICA

Venue du Président de la République Emmanuel Macron

Pour Femu a Corsica, la venue annoncée du Président Macron dans l'île doit être impérativement l'occasion d'annoncer une nouvelle politique de l'Etat en Corse, en rupture avec l'attitude de déni démocratique qui a caractérisé les choix faits jusqu'à aujourd'hui par Paris.

Il n'est en effet pas nécessaire de rappeler que la volonté de dialogue manifestée de façon constante par la majorité territoriale n'a jusqu'à aujourd'hui rencontré que silence, mépris, et négation de la dimension politique de la question corse.

Une attitude notamment exprimée à l'occasion des multiples rencontres avec les membres du Gouvernement, à Paris comme en Corse, qui sont restées jusqu'à aujourd'hui sans aucune suite concrète significative, à la hauteur des demandes argumentées et validées par le peuple lors du scrutin de Décembre 2017.

Une attitude symbolisée jusqu'à la caricature par la visite du Président de la République les 6 et 7 février 2018, avec son cortège de mots ou gestes symboliques visant à dénier ou humilier : une cause judiciaire qui « ne se plaide pas », en violation de tous les principes de démocratie, des élus dont le Président du Conseil exécutif de Corse et celui de l'Assemblée de Corse fouillés en public, des drapeaux corses délibérément retirés de toutes les salles ou tribunes, ...

Face à cette attitude, nous avons fait le choix politique de ne pas céder à la provocation, et de réaffirmer notre disponibilité pour le dialogue, en considérant que 56% des Corses nous ont donné mandat pour engager la Corse sur le chemin de l'émancipation et construire une solution politique permettant de tourner définitivement la page de la logique de conflit à l'œuvre depuis un demi-siècle.

Nous restons plus que jamais déterminés à maintenir ce cap.

Mais cette volonté de dialogue et d'ouverture ne peut pas se confondre avec une quelconque forme d'accommodement avec la politique du mépris et du déni démocratique pratiquée jusqu'à aujourd'hui par l'Etat.

Il est encore temps pour Paris de renoncer à la politique funeste menée jusqu'à aujourd'hui.

Cela passe par des gestes forts, et publics, sur de thèmes qui font l'objet de consensus politiques et sociaux importants :

- Sur le plan de la Réforme constitutionnelle : nous rappelons ici la base du compromis politique fort au travers de la proposition d'article 72-5 voté, sur proposition du Conseil Exécutif, par une très large majorité de l'Assemblée de Corse, incluant d'ailleurs le groupe Andà per Dumane. Ce compromis permet d'ouvrir une vraie discussion autour de la Loi ;
- Sur la question des prisonniers politiques : au-delà du thème de l'amnistie, il convient de mettre sur la table le rapprochement des trois prisonniers restant éloignés, conforme au droit, et sur le FIJAIT on ne peut continuer à assimiler les condamnés corses et les terroristes islamistes ;
- Sur la Langue Corse : face à une politique de l'euthanasie très nettement conditionnée par le dogme jacobin trop prégnant, il convient là aussi de changer de braquet de la part de l'Etat, et nous ne pouvons que souscrire à l'appel à mobilisation pour le 23 mars du Collectif « Parlemu Corsu » et demandons aux corses de se mobiliser fortement à cette occasion ;

- Sur le volet de la Problématique économique et sociale : Après un exercice unique et réussi de démocratie représentative (votes à l'unanimité de l'Assemblée de Corse, du CESEC, de la Chambre des territoires) et de démocratie participative (ateliers associant tous les acteurs dont les Gilets Jaunes) organisé au travers de la Conférence Sociale territoriale sous l'égide du Conseil Exécutif et de l'Assemblée de le CESEC, les propositions concrètes issues des travaux, notamment sur le prix des carburants, nécessitant des avancées fiscales et institutionnelles à obtenir de la part de l'Etat, doivent aussi faire l'objet d'une réponse de la part du Président de la République;
- Sur le plan Energie : sur cette question stratégique pour la Corse il convient de reprendre là aussi les voies d'un dialogue sérieux autour des garanties que doit donner l'Etat à la Corse sur l'accomplissement réelle de l'autonomie énergétique de la Corse autour de l'objectif du 100% ENR dans les futures PPE;
- Sur le plan de l'Europe et de la Méditerranée : après les mauvais effets d'annonce de l'an dernier d'un hypothétique Plan d'Accompagnement de la Corse en Méditerranée sous la conduite du ...Préfet, nous appelons aujourd'hui, là aussi à une véritable stratégie macro-territoriale méditerranéenne pilotée par la Collectivité de Corse et accompagnée par l'Etat pour permettre l'émancipation et le développement de l'île dans son bassin de vie naturelle. Nous appelons dans ce cadre que la démarche initiée par la Corse en partenariat avec les Baléares et la Sardaigne, élargie d'ores et déjà à la Sicile, autour de la reconnaissance de la dimension insulaire dans toutes les politiques publiques européennes soit reconnue et portée aussi par L'Etat. Cette stratégie doit se centrer sur des thèmes clairs et prioritaires : Environnement et déchets, transports, énergie, tourisme durable, Agriculture de production, Numérique, Langues, Culture et Patrimoine;

Il s'agit d'exemples non exhaustifs. Au-delà de ces exemples, et de tout ce qui peut et doit être fait dans les mois et années à venir, c'est le signal envoyé par le Président Macron qui compte :

Le Président de la République ne peut pas venir en Corse, après son rendez-vous manqué de l'an dernier, uniquement pour une parodie de consultation et un « show » sur le plan de la communication. La Corse entière attend autre chose.

Ici, les propositions sont sur la table depuis longtemps, avec une légitimité historique, démocratique et électorale conférée par le peuple, sans équivalent en France et en Europe.

Aussi, Femu a Corsica attend clairement d'ici la venue du Président de la République, des signes tangibles et publics corroborant une volonté politique réelle d'ouvrir un dialogue positif et sans tabous, sur les thèmes centraux évoqués par la représentation élue de la Corse, par le peuple corse.

Dans cette période charnière que vit la Corse, nous espérons que cet appel sera entendu.

- Dans le cas contraire, il nous incomberait d'ores et déjà collectivement de créer les conditions d'une grande mobilisation. Celle-ci doit concerner au premier chef les partenaires de la majorité territoriale Per a Corsica. Elle doit associer toutes les autres forces politiques. Et enfin, elle doit permettre de s'élargir à l'ensemble des forces économiques, sociales et culturelles qui se reconnaissent depuis longtemps déjà maintenant dans le corpus des revendications évoquées.

L'enjeu est essentiel : répondre aux demandes concrètes des corses et obtenir les moyens de l'émancipation de notre pays et de notre peuple les générations présentes et futures.

Exécutif Femu a Corsica,

Jean-Félix Acquaviva, Secrétaire National,